ALORS QUE LE SECTEUR SUSCITE L'ENGOUEMENT DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

15 grands projets touristiques ont déjà été finalisés

Actuellement quinze grands projets d'investissement étrangers dans le secteur du tourisme sont finalisés et d'autres sont encore à l'étude, apprend-on auprès du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme. Par ailleurs, les autorités algériennes sont de plus en plus sollicitées par de grands investisseurs pour la plupart originaires des pays du Golfe qui ambitionnent de réaliser des mégacomplexes touristiques.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Des maquettes hautes en couleurs et des écrans géants de télévision vantaient hier les qualités des projets touristiques haut standing qui devront s'implanter notamment tout au long de la côte algéroise. Ils sont sept investisseurs, pour la plupart émiratis à avoir eu le privilège d'exposer leurs méga projets en marge des assises nationales et internationales du tourisme organisées pour deux jours au Palais des nations.

Emaar, El Qudra, Emiral, Emirati international investment compagny (EIIC), S.I.A.H.A, autant de compagnies qui ont choisi d'investir tous azimuts dans des sites et grands complexes touristiques avec une multitude d'hôtels 5 étoiles, des marinas, tours, restaurants panoramiques et autres commodités et service haut de gamme.

Toutefois, une partie de ces projets attendent encore le feu vert leur permettant de passer à l'étape de la réalisation.

Pour M. El Ouardi, directeur du développement et de l'investissement touristique au ministère de l'Aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme, les principales exigences des autorités sont l'excellence et la qualité. «Nous sommes en profondes discussions avec les exposants de projets en marge des assises, nous localisons actuellement ces projets dans les zones qui devront les accueillir. Il reste par ailleurs à finaliser le profil des infrastructures à réaliser et à veiller à ce qu'elles répondent aux normes touristiques notamment pour ce qui est de la qualité et du volet architectural. L'aspect administratif, le business plan ainsi que l'étude d'impact sur l'environnement doivent aussi être mis au point», explique M. El Ouardi.

Photos : Samir Sid

Faire de l'Algérie une destination de choix.

Pour ce responsable, une étape importante a été franchie pour ce qui est de la validation des dossiers présentés par ceux qu'on appelle les «gros investisseurs». Les projets présentés lors des assises ne sont en fait qu'un petit échantillon de l'ensemble des grands projets qui seront présentés au grand public au moment opportun, commente notre interlocuteur. «Nous avons invité les entreprises exposantes parce que nous estimons qu'un tourisme d'excellence doit passer par des projets consistants», explique M. El Ouardi qui évoquera aussi les petits et moyens projets initiés par des investisseurs nationaux. Ils sont près de 130 répertoriés et selon notre interlocuteur, des facilitations sont prévues pour ces investisseurs.

Toutefois, l'ambition de réaliser de grands projets touristiques n'est pas l'apanage des groupements internationaux, puisque des Algériens ont eux aussi souhaité investir dans ce créneau, déclare M. EL Ouardi. Ce dernier notera néanmoins que ce sont en général les grandes villes et leurs alentours qui sont ciblés par les investisseurs. «Nous refusons cette concentration et de ce fait, nous tentons d'expliquer aux investisseurs que d'autres espaces sur le territoire national peuvent aussi être porteurs», précise le responsable du ministère de l'Aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme.

F.-Z. B.

L'AMBASSADEUR DE L'AFRIQUE DU SUD AU FORUM D'*EL MOUDJAHID* :

«Nous sommes prêts à aider l'Algérie pour le développement du nucléaire civil»

«L'Afrique du Sud est disposée à aider l'Algérie dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire, à condition que celle-ci soit exploitée à des fins pacifiques», a indiqué, hier, M. Mzuvikile. J. Maqetuka, invité du forum **El Moudjahid.**

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Installé il y a cinq semaines seulement à ce nouveau poste, l'ambassadeur a réitéré l'engagement de son pays à travailler étroitement avec l'Algérie dans plusieurs domaines, notamment dans les équipements en armement de l'Algérie dans le cadre du renforcement de la coopération militaire.

L'Afrique du Sud, qui se prépare à avoir sa propre station nucléaire d'ici 2030, n'écarte pas sa volonté et son besoin d'intensifier son partenariat avec l'Algérie dans le domaine énergétique et ne voit pas d'inconvénient à ce que cette coopération se concrétise d'ores et déjà dans le cadre des deux opérations nucléaires qui vont être créées par l'Afrique du Sud d'ici 2012. Ainsi, cette déclaration du représentant diplomatique de l'Afrique du Sud en Algérie vient confirmer la nature des échanges entre les deux pays suite à la visite du ministre de l'Energie et des Mines Chakib Khelil, en septembre 2007 dans ce pays de l'Afrique.

Chakib Khelil était en septembre 2007 en Afrique du Sud.

L'Algérie voudrait s'appuyer sur l'expérience sud-africaine pour développer son nucléaire civil. Une commission économique des deux pays devra se réunir dans les prochains jours pour identifier les projets entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, afin de booster la coopération économique et redynamiser les missions de chacun sur le continent africain.

«L'Algérie a fait part de son intérêt d'échanger son expérience avec notre pays dans le domaine minier. D'ailleurs, nous avons contribué à la découverte de la mine d'or dans le Sud algérien et allons renforcer davantage cette expérience», a soutenu l'ambassadeur sud-africain, en affichant l'intérêt particulier de son pays à développer le secteur gazier.

Intervenant par ailleurs sur d'autres questions d'ordre politique, l'ambassadeur d'Afrique du Sud a réitéré la position de son pays sur le conflit du Sahara occidental, plaidant toujours pour une solution équitable qui interviendra dans le cadre des résolutions de l'ONU. Il a, toutefois, regretté le «peu de progrès» enregistré dans le processus de négociation entre le Maroc et le Front Polisario, exprimant son souhait de voir les deux parties parvenir à une solution définitive lors du prochain round prévu en mars prochain.

La réconciliation nationale est close

Interrogé sur la politique de réconciliation nationale prônée par le gouvernement sud-africain qui a été dirigé par la Commission vérité et réconciliation, le représentant diplomatique de l'Afrique a déclaré, hier, «cette réconciliation a pris fin en 2005».

Se refusant à tout commentaire sur le recours de l'Algérie à ce même procédé, voire semblable à la réconciliation sud-africaine, l'ambassadeur a expliqué que «cette réconciliation avait pour objectif de canaliser des tensions qui auraient pu exploser et surtout de panser des blessures, une fois les responsabilités connues».

Cependant, il insiste sur le fait que la commission a abouti à plusieurs verdicts différents. Il y a eu des acquittements de certaines personnes comme il y en a eu aussi d'autres traduits devant la justice, lorsque les délits commis répondent d'atteinte aux droits de l'homme.

«Jusqu'à présent, certains cas ne sont pas élucidés», fait-il savoir. Autrement dit, aussi réconciliatrice qu'ait été cette commission, le rôle de la justice a été consciemment joué. La réconciliation sud-africaine n'était pas synonyme d'amnistie.

R. M.